



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

ASSOCIATION MONDE EN MARGE
MONDE EN MARCHÉ
M&M

Association de la Loi du 1^{er} Juillet 1901
22 rue de Lormoy
91 310 LONGPONT SUR ORGE

SIRET : 450 048 756 00024 ; APE : 87 90B

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Association Monde en Marge
Monde en Marche (M&M)**
22 rue de Lormoy
91 310 LONGPONT SUR ORGE

A l'assemblée générale de l'association Monde en Marge Monde en Marche (M&M),

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Monde en Marge Monde en Marche relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 décrites dans le paragraphe « Changements comptables » de l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons porté une attention particulière aux modalités de comptabilisation et de recouvrement des subventions attribuées à l'association et à l'analyse des comptes d'immobilisations et d'amortissements.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes

annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Geneviève-des-Bois,
Le 29 mai 2026

Le Commissaire aux comptes,
Jean-Pierre EMMERICH

Signé par Jean-Pierre Emmerich
Le 29 mai 2026



doc_PZb8
tx_DPZwre13wkgy

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Brut	Amort. Dép. (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement I				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	9 972	9 272	700	1 900
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. incorp. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 130 313		1 130 313	1 130 313
Constructions	25 331 694	5 382 951	19 948 742	17 864 528
Instal. techniques, matériel et outillages indus.				
Autres immobilisations corporelles	193 987	93 522	100 465	74 927
Immo. corp. en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	94 136		94 136	61 136
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ II	26 760 102	5 485 745	21 274 357	19 132 805
Comptes de liaison III				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	292 864	175 884	116 980	102 066
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	129 235		129 235	177 197
Charges constatées d'avance	314 044		314 044	310 738
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	4 568 991		4 568 991	5 519 821
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT IV	5 305 133	175 884	5 129 249	6 109 821
Frais d'émission des emprunts V				
Primes de remboursement des emprunts VI				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif VII				
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I à VII)	32 065 235	5 661 629	26 403 607	25 242 626

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	4 099 017	3 829 259
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	744 950	744 950
Réserves pour projet de l'entité		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Autres réserves		
Report à nouveau		
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Excédent ou déficit de l'exercice	89 118	269 757
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Situation nette	4 933 085	4 843 967
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	17 433 116	15 351 187
Provisions réglementées		
TOTAL DES FONDS PROPRES I	22 366 201	20 195 154
Autres fonds propres		
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES I bis		
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS III		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	630 579	523 281
TOTAL DES PROVISIONS IV	630 579	523 281
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 114 799	4 029 130
Emprunts et dettes financières diverses	54 521	49 307
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 250	40 980
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	103 733	100 945
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 341	260 591
Autres dettes	24 182	43 238
Produits constatés d'avance		
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES V	3 406 827	4 524 191
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I à VI)	26 403 607	25 242 626



Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 824	933
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	931 583	803 309
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics		
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales		
Subventions d'exploitation	992 407	419 032
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	168 860	182 764
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	51 561	16 547
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	24 029	150 388
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 170 265	1 572 974
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	516 135	466 513
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	60 656	46 831
Salaires	479 546	389 908
Cotisations sociales	152 033	121 621
Dotations aux amortissements et dépréciations	735 869	619 878
Dotations aux provisions	107 298	
Valeurs comptables des immo. incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	34 359	344
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 085 896	1 645 095
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	84 369	-72 122
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	55 797	81 622
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	55 797	81 622



Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	40 579	43 722
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV	40 579	43 722
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	15 218	37 900
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	99 587	-34 222
Produits exceptionnels V		395 770
Charges exceptionnelles VI		79 585
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		316 185
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	10 469	12 206
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	2 226 062	2 050 366
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	2 136 944	1 780 609
EXCÉDENT OU DÉFICIT	89 118	269 757
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		38 979
Bénévolat	233 640	210 908
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	233 640	249 887
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		38 979
Personnel bénévole	233 640	210 908
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	233 640	249 887



Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 26 403 607 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 89 118 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, actualisé du règlement 2023-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Présentation

L'association Monde en Marge Monde en Marche a pour but l'aide à la réinsertion par le logement et/ou par le travail des personnes en difficulté et plus généralement toute action menée en faveur de ces personnes.

Faits caractéristiques

A l'occasion de l'opération de réhabilitation d'une maison destinée à l'hébergement de femmes victimes de violences, l'association a organisé une soirée caritative et a lancé une collecte de fonds, notamment par l'ouverture d'un compte sur une plateforme dédiée.

Les dons perçus ont fait l'objet d'un classement comptable dans un compte ad hoc.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Changements comptables

Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable.

A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois du règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC 2014-03 entraîne des changements de comptabilisation et de présentation. Les principaux changements opérés sont les suivants :

Changements de comptabilisation

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- En terme de résultat exceptionnel :

- Les dotations aux provisions pour grosses réparation figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation ;
- Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation ;
- Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).

- Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier :

- Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature ;
- Les remboursements de frais de formation figurent désormais en diminution des charges de formation ;
- Les remboursements reçus des organismes sociaux figurent en compensation de charges de personnel.

Changements de présentation

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Présentation du compte de résultat :

- Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat ;
- Les transferts de charges d'exploitation N-1 figurent dans la colonne N-1 sur la ligne « autres produits » ;
- Les transferts de charges financières N-1 figurent dans la colonne N-1 sur la ligne « autres intérêts et produits assimilés ».

- Présentation du bilan :

- Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Aucune immobilisation n'a été produite par l'association en dehors des travaux réalisés dans les immeubles qu'elle possède.

Les constructions se décomposent de manière suivante : structure 80% et second oeuvre 20% de la valeur des immeubles hors terrain.

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Logiciels	3 ans
Constructions - structure	50 ans
Constructions - second oeuvre	12.5 ans
Construction sur sol d'autrui	20 à 30 ans, selon la durée des baux
Agencements et aménagements	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

L'association ne dispose d'aucune participation ni autre titre.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir pour 122 K€.

Emprunts

Au cours de l'exercice, l'association n'a souscrit aucun nouvel emprunt.

Elle a par ailleurs remboursé les emprunts existants à hauteur de 912 K€.

Le montant restant à rembourser au 31 décembre 2025 s'élève à 3 088 K€.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées dans les fonds propres, avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés.

Provision pour risques et charges

Par référence à la prise en compte de travaux de gros entretien futurs dans le secteur de l'habitat locatif, une provision pour charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 631 K€.

Sur l'exercice 2025, cette provision a été dotée à hauteur de 107 K€.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature émanent des membres bénévoles du conseil d'administration qui apportent également leurs compétences techniques et des accompagnateurs bénévoles plus spécialement chargés du suivi social des locataires.

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice a été réalisée en retenant les temps passés auxquels ont été appliqués les taux suivants :

- smic horaire brut doublé, majoré des charges sociales pour les fonctions techniques réalisées par les membres du conseil d'administration ;
- smic horaire brut, majoré des charges sociales, pour les accompagnateurs.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. Toutefois, elle s'acquitte d'un impôt sur les sociétés concernant les revenus de placement des certains excédents de trésorerie. Cet impôt s'est élevé à 10 K€ en 2025.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, il est précisé que les administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient d'aucun avantage en nature.

Honoraires du commissaire aux comptes

Au titre de l'exercice 2025, un montant de 3 K€ a été provisionné.

Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan résultent essentiellement des conventions avec les financeurs publics et associatifs.

Etat des immobilisations

État des immobilisations	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	9 972			9 972
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 972			9 972
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 130 313			1 130 313
Constructions	22 621 791	2 709 903		25 331 694
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	149 210	44 777		193 987
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 901 314	2 754 680		26 655 993
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	61 136	33 000		94 136
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	61 136	33 000		94 136
TOTAL GÉNÉRAL	23 972 422	2 787 680		26 760 102

Augmentations	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
		Virements		Entrées		
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Total immobilisations incorporelles						
Total immobilisations corporelles	2 754 680			2 754 680		
Total immobilisations financières	33 000			33 000		
TOTAL GÉNÉRAL	2 787 680			2 787 680		

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
		Virements		Sorties		
		De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Total immobilisations incorporelles						
Total immobilisations corporelles						
Total immobilisations financières						
TOTAL GÉNÉRAL						

Commentaires : néant

Etat des amortissements

État des amortissements	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	8 072	1 200		9 272
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 072	1 200		9 272
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	4 757 262	625 689		5 382 951
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	74 283	19 239		93 522
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 831 545	644 928		5 476 473
Immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
TOTAL GÉNÉRAL	4 839 617	646 128		5 485 745

Dotations	Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations			
		Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon le mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	1 200				
Immobilisations corporelles	644 928				
Immobilisations financières					
TOTAL GÉNÉRAL	646 128				

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
		Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
TOTAL GÉNÉRAL				

Commentaires : néant

Etat des dépréciations

Nature des dépréciations	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances clients	137 704	89 741	51 561	175 884
Autres dépréciations				
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	137 704	89 741	51 561	175 884
TOTAL GÉNÉRAL	137 704	89 741	51 561	175 884

Commentaires : néant

Etat des provisions

Nature des provisions	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la clôture de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions réglementées pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES					
Provisions pour risques					
Provisions pour :					
- Litiges					
- Garanties données aux usagers					
- Amendes et pénalités					
- Pertes de change					
- Pertes sur contrats					
Autres provisions pour risques					
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES					
Provisions pour charges					
Provisions pour :					
- Pensions et obligations similaires					
- Restructurations					
- Impôts					
- Renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires					
- Gros entretien ou grandes révisions		630 579			630 579
- Remise en état					
- Legs ou donations	523 281	-523 281			
Autres provisions pour charges					
TOTAL DES PROVISIONS POUR CHARGES	523 281	107 298			630 579
TOTAL DES PROVISIONS	523 281	107 298			630 579

Commentaires : La modification du classement comptable de la provision pour gros entretien a entraîné un changement de ligne sur ce tableau. Seuls les totaux sont à apprécier au 31/12/2025.

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres immobilisations financières	94 136	92 774	1 362
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	201 330	101 330	100 000
Clients, usagers et comptes rattachés	91 534	91 534	
Reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	700		700
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	416	416	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	121 937	121 937	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	6 182	6 182	
Charges constatées d'avance	314 044	314 044	
TOTAL	830 278	728 216	102 062
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- A 1 an max. à l'origine	231	231		
- A plus d'1 an à l'origine	3 114 568	103 805	334 268	2 676 495
Emprunts et dettes financières diverses (1)	54 521		54 521	
Fournisseurs et comptes rattachés	57 250	57 250		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	24 352	24 352		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	60 974	60 974		
Impôts sur les bénéfices	10 469	10 469		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	7 938	7 938		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 341	52 341		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	24 182	24 182		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	3 406 827	341 543	388 789	2 676 495
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	911 588			

Commentaires : néant

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	27 258	30 001
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 731	21 384
Dettes sur legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	40 399	48 112
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	101 388	99 497

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	15 824	22 667
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	416	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		21 721
TOTAL	16 240	44 388

Commentaires : Les subventions à recevoir n'apparaissent plus dans ce tableau ; ce sont des créances acquises sur l'état et déjà constatées en produit sur l'exercice.

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
	TOTAL		

Charges constatées d'avance		Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Charges :	- D'exploitation	314 044	310 738
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
	TOTAL	314 044	310 738

Commentaires : néant



Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés
Cadres	1
Agents de maîtrise et techniciens	1
Employés	7
Ouvriers	
Apprentis sous contrat	2
TOTAL	11

Commentaires : néant

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		310 042	223 500		8 423	541 965
Subventions d'investissement		792 503	1 327 628		412 240	2 532 371
TOTAL		1 102 545	1 551 128		420 663	3 074 336

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art. 153-1
(art. 153-1 du règlement ANC 2019-04)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	3 829 259	269 757			4 099 017
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	744 950				744 950
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau					
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	269 757	-269 757	89 118		89 118
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	4 843 967		89 118		4 933 085
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	15 351 187		2 532 371	450 442	17 433 116
Provisions réglementées					
TOTAL	20 195 154		2 621 489	450 442	22 366 201